



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 - CS

Arrêté préfectoral imposant à la Société DSA EMBALLAGE, représentée par Maître Dominique MIQUEL, Mandataire Liquidateur, des prescriptions complémentaires pour la mise en sécurité du site de CAESTRE, 609, rue du Moulin

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
préfet du Nord,
officier de l'ordre national de la légion d'honneur
commandeur de l'ordre national du mérite

VU les dispositions du code de l'environnement, notamment l'article R 512-31;

VU l'arrêté préfectoral du 20 février 2004 mettant en demeure la Société DSA EMBALLAGE de régulariser la situation administrative des activités d'impression et de transformation de papiers, films et complexes pour l'emballage qu'elle exerce à CAESTRE, 609, rue du Moulin, en déposant en Préfecture du Nord, un dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;

VU le jugement du 2 juin 2004 par lequel le Tribunal de Grande Instance d'HAZEBROUCK a prononcé la liquidation judiciaire de la Société DSA EMBALLAGE à CAESTRE, 609, rue du Moulin, et a nommé Maître Dominique MIQUEL aux fonctions de Mandataire Liquidateur ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 juin 2005 mettant en demeure la Société DSA EMBALLAGE, représentée par Maître Dominique MIQUEL, Mandataire Liquidateur, demeurant 257, rue Saint Julien à DOUAI (59509), de déposer en préfecture du Nord, un dossier de cessation définitive d'activité de son site de CAESTRE, 609, rue du Moulin ;

VU le dossier de cessation définitive d'activité réalisé par la Société SOCOTEC et contenant une étude historique, un diagnostic initial et une étude simplifiée des risques ;

VU la visite du site effectuée le 9 novembre 2007 relevant que sa mise en sécurité n'est pas effective ;

VU le rapport du 21 janvier 2008 de Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 19 février 2008 ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRETE

ARTICLE 1

En application de l'article R 512-31 du Code de l'Environnement, la Société DSA EMBALLAGE, représentée par Maître Dominique MIQUEL, Mandataire Liquidateur, dont l'étude est située 257, rue Saint-Julien à DOUAI (59509), est tenue de respecter, pour son site de CAESTRE, 609, rue du Moulin, les prescriptions suivantes :

- les déchets, fûts de produits, transformateurs électriques (dont celui contenant des PCB) ainsi que les produits divers entreposés sur site doivent être évacués et traités conformément à la réglementation ;
- les cuves extérieures doivent être dégazées, nettoyées et démantelées ;
- l'absence de risque de pollution de la nappe de la craie par l'intermédiaire du forage doit être démontrée, à défaut le forage doit être obstrué dans les règles de l'art ;
- les deux zones polluées (zone au droit de la cuvette de rétention de la cuve à encres usagées et zone déchets, à proximité de la dalle en béton) doivent faire l'objet d'un traitement adapté visant à garantir l'absence de risque pour l'environnement (mise en place de protections, servitudes, surveillance ou excavation par exemple).

ARTICLE 2

Le délai de réalisation des prescriptions de l'article 1 est fixé à trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 3

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de LILLE. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour de sa notification.

ARTICLE 4

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord et Monsieur le sous-préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société DSA EMBALLAGE, représentée par Maître Dominique MIQUEL, Mandataire Liquidateur, et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Maire de CAESTRE,
- Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de CAESTRE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.



FAIT à LILLE, le 13 MARS 2008

Le préfet,
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général Adjoint

François-Claude PLAISANT